

Résumé des discussions : semaine 1, première ronde de RAS :

Chers membres,

Merci pour vos commentaires très pertinents en réponse aux deux questions posées dans le premier tour des discussions.

Question 1. La nécessité et le rôle d'un système public de vulgarisation agricole (public advisory system) dans le contexte des performances mixtes dans le passé et les aptitudes des agriculteurs à innover.

Question 2. Le rôle des mécanismes alternatifs de prestation de services tels que l'extension de « l'agriculteur à l'agriculteur », développement participative de technologies (DPT).

Il y a un consensus entre tous les répondants : En prenant tous les agriculteurs comme group homogène pourrait conduire à une analyse généralisée qui ne reflète pas la réalité particulièrement en prenant compte des différence en matière foncier, system de production, l'accès aux marchés et de l'infrastructure, le statut social, capacité de payer etc..

Il y a un consensus que les deux systèmes RAS publics et privés sont nécessaires, car ils offrent différents types de services et ont différents clients - l'ancien système plus lié aux marchés, tandis que le système public a le potentiel d'atteindre de petits agriculteurs dans les régions plus éloignées et peut fournir des informations relatives aux biens publics tels que la protection des ressources naturelles, les méthodes de séquestration de CO₂, mais également pour fournir information orientées au marché (Willi Graf).

Hans Schaltenbrand partage son expérience du Viêt Nam sur le système d'extension double où l'organisme central pour les services de vulgarisation a établi un système pour les zones reculées et un autre pour les zones avec un meilleurs accès au marché. Le projet semble s'être terminé trop tôt pour récolter les résultats adéquats. Willi Graf dans souligne les quatre facteurs qui déterminent les stratégies RAS - **besoin de la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles, les considérations de lutte contre la pauvreté** et l'identité **culturelle** qui est étroitement liée aux pratiques agricoles dans les sociétés agraires. Il souligne aussi la nécessité d'un système pluraliste ; également appuyé par le Groupe de Neuchâtel.

Muhammad Anwar Bhatti partage les préoccupations de la responsabilité de RAS publique où, pour des raisons historiques, la plupart des services sont fournis gratuitement, les utilisateurs leur attribuent peu de valeur et demandent peu de responsabilisation parmi les fournisseurs de service. D'autre part, le secteur privé a des structure d'attraits (incentives) clairs et fournit des 'bénéfices tangibles' sous la forme d'intrants et de services. Il partage l'expérience du Programme Livelihood au Pakistan où les fournisseurs de services locaux sont formés pour fournir une gamme de services et sont liés aux départements de ligne pour recevoir un support et l'accès aux nouvelles informations. Étant 'Local', ces fournisseurs de services sont en mesure d'atteindre les femmes et des autres secteurs marginalisées en plus d'offrir des services en temps opportun.

Thierry Pleines souligne qu'il est de l'intérêt public de fournir de bons services et bon marchés pour les agriculteurs produisant des produits alimentaires dans le contexte de la récente « crise alimentaire » (crise de prix). Arshad Gill souligne également que la prestation de services basée en agriculteurs » sont plus aptes à atteindre les femmes qui jouent un rôle important dans l'agriculture. Hans Schaltenbrand qui partage aussi cet opinion souligne que avec plus de focus sur la décentralisation, les organisation utilisent plus en plus des approches d'extension basée en agriculteurs. Il est important que les bailleurs de fonds soient patients et cohérents dans leur soutien à ces approches. Les expériences dans le Programme Livelihood Pakistan démontrent qu'il faut du temps pour générer und demande pour des services et développer une culture pour introduire un système basé sur des services payés. Pierre-Yves nous met en garde que PTD et FFS sont encore trop basé sur des termes scientifiques et n'utilise pas le langage utilisé par les agriculteurs ou que ceux-ci comprennent. L'extension des « agriculteur à agriculteur » est donc plus efficace, comme il est facile de comprendre.

Nous nous réjouissons recevoir des expériences d'autres participants, en particulier de nos collègues d'Afrique et d'Amérique Latine, sur l'approche de l'extension pluraliste et des méthodes qui ont réussi à atteindre les agricultrices en particulier.

C'est avec impatience que nous attendons une autre semaine de discussions stimulants!

Rupa Mukerji & Martin Fischler